



L'Amérique latine rue dans les brancards

## Banque du Sud contre banque mondiale

**Accusé de népotisme, le président de la Banque mondiale Paul Wolfowitz a dû démissionner. La Maison Blanche, qui l'avait imposé, a revendiqué le droit de désigner son successeur. Remettant en cause la domination des pays du Nord, six Etats d'Amérique latine ont décidé de créer une Banque du Sud et de prendre des distances vis-à-vis de cette même Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque interaméricaine de développement afin de retrouver la maîtrise de leurs finances.**

**Par Damien Millet et Eric Toussaint**

Puni ! Comment la toute-puissante Banque mondiale pouvait-elle accepter, en 2005, que le jeune ministre équatorien de l'économie Rafael Correa décide, sous prétexte que le pays traverse une crise politico-sociale d'une extrême gravité, de revoir l'utilisation des ressources pétrolières en réduisant le remboursement de la dette et en augmentant les dépenses sociales ? La banque suspend immédiatement un prêt de 100 millions de dollars promis à l'Equateur et, avec l'aide de quelques amis, s'occupe sérieusement de la carrière du ministre en question. « *Les maîtres du pétrole, les Etats-Unis, le Fonds monétaire international [FMI], la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement [BID] ont fait pression sur le président [M. Alfredo Palacio], racontera M. Correa. J'ai perdu sa confiance, son appui* (1). » Désavoué, le jeune économiste choisit de démissionner.

Elu président de la République le 3 décembre 2006, il n'a rien oublié de l'épisode et du mépris affiché face à la souveraineté du pays. Le 20 avril dernier, geste spectaculaire, il fait déclarer persona non grata M. Eduardo Somensatto, représentant de la Banque mondiale en Equateur. Par ailleurs, confronté à une dette publique de 10,5 milliards de dollars, il décide que la part du budget dédiée à son remboursement passera de 38 % en 2006 à 11,8 % en 2010. Un malheur (ou un bonheur) n'arrivant jamais seul, à quelques jours d'intervalle, le Venezuela annonce qu'il quitte le FMI et la Banque mondiale, la Bolivie fait savoir qu'elle ne reconnaît plus l'autorité du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdi), l'un des instruments du groupe Banque mondiale.

Depuis les années 1950, l'intervention de cette dernière et du FMI en Amérique latine a été marquée par les priorités de la politique étrangère de Washington. Les institutions de Bretton Woods ont soutenu le dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza pendant près de trente ans, jusqu'à son renversement en 1979 (2). Au Guatemala, en 1954, elles boycottent le gouvernement progressiste de Jacobo Arbenz, puis s'empressent de soutenir la junte militaire qui l'a renversé. En Amérique du sud, elles sabotent les régimes démocratiques qui entreprennent des réformes tendant à réduire les inégalités : au Brésil, dès 1958, opposition au président Juscelino Kubitschek, qui refuse les conditions fixées par le FMI, puis boycottage de son successeur João Goulart quand celui-ci annonce une réforme agraire et la nationalisation du pétrole en 1963. En revanche, dès la mise en place de la junte militaire, en avril

1964, le FMI et la Banque mondiale accourent. Ils font de même en septembre 1973, au Chili, après le renversement et la mort de Salvador Allende. En mars 1976, en Argentine cette fois, le FMI apporte son concours à la dictature du général Jorge Videla. En avril 2002, il sera le premier (avec les Etats-Unis et l'Espagne de M. José María Aznar) à offrir ses services au bref gouvernement de facto issu du renversement du président vénézuélien Hugo Chávez.

Partout, les classes dominantes locales trouvent dans les institutions de Bretton Woods un soutien dans leur résistance aux réformes sociales. Ajoutons que le Chili d'Augusto Pinochet et l'Argentine de M. Videla ont constitué de véritables laboratoires pour les politiques néolibérales qui, sous des formes adaptées, furent ensuite appliquées dans les pays les plus industrialisés, en commençant par le Royaume-Uni de Mme Margaret Thatcher, à partir de 1979, et les Etats-Unis de Ronald Reagan après 1981.

La Banque mondiale et le FMI ont délibérément poussé l'Amérique latine à s'endetter : entre 1970 et 1982, la dette extérieure publique de la région passe de 16 à 178 milliards de dollars (3). En 1982, quand y éclate la crise de la dette, les deux institutions utilisent l'arme du surendettement pour imposer les politiques codifiées plus tard dans le « consensus de Washington » : ajustements structurels, privatisations, ouverture économique, abandon du contrôle des changes et des mouvements de capitaux, réduction des dépenses sociales, augmentation des taux d'intérêt locaux, etc. Les capitaux qui avaient afflué vers la région comme prêts prennent la direction des pays industrialisés sous la forme du remboursement de la dette – et de fuite des capitaux.

Remplaçant les juntes militaires à partir de la seconde moitié de la décennie 1980, les gouvernements démocratiques appliquent docilement les consignes néolibérales. Dévastateur... De la révolte populaire d'avril 1984 en République dominicaine à l'*argentino* de décembre 2001 contre le gouvernement de M. Fernando de la Rúa, en passant par le *caracazo* du 27 février 1989 contre le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez, les émeutes se multiplient. Le rejet du « consensus de Washington » et de ses instruments finit par provoquer un virage à gauche à partir de l'élection de M. Chávez à la présidence du Venezuela, en 1998.

Après le renversement du président de la Rúa, en décembre 2001, les autorités argentines, sous la pression de la rue, défient ouvertement le FMI et la Banque mondiale en suspendant, jusqu'en mars 2005, le paiement de la dette publique extérieure à l'égard des créanciers privés et du Club de Paris (4). Si les gouvernements péronistes successifs de MM. Adolfo Rodríguez Saá, Eduardo Duhalde et Néstor Kirchner évitent la rupture directe avec les institutions de Bretton Woods (qui se font rembourser...), ils contribuent à les affaiblir en démontrant qu'il est possible de suspendre le paiement de la dette tout en renouant avec la croissance économique et en imposant un accord aux créanciers : 76 % de ceux-ci acceptent une réduction de plus de moitié des sommes réclamées.

### **Se passer enfin du FMI**

A partir de 2005, un changement conjoncturel dans la situation économique mondiale modifie de manière favorable les rapports d'une majorité de pays en voie de développement avec les créanciers des pays les plus industrialisés. Les cours des matières premières et de certains produits agricoles sont à la hausse, tandis que les primes de risque payées pour emprunter des capitaux sont historiquement basses. D'importantes recettes d'exportation en devises fortes sont engrangées : entre 2002 et 2007, les réserves de change des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe passent de 157 à plus de 350 milliards

de dollars. Plusieurs gouvernements – Argentine, Brésil, Mexique, Uruguay, Venezuela, mais aussi Thaïlande, Indonésie, Corée du Sud... – en profitent pour solder leur compte à l'égard du FMI.

De nombreux mouvements favorables à l'annulation de la dette leur reprochent de « légitimer » celle-ci et de gaspiller des capitaux qui auraient été bienvenus pour mener des politiques sociales. Les gouvernants rétorquent que ces remboursements leur permettent de reprendre leur entière liberté à l'égard d'une institution qui impose des politiques impopulaires.

Que font jusqu'à présent la plupart des gouvernements avec leurs réserves de change ? Après avoir utilisé une partie de celles-ci pour rembourser certains organismes internationaux, ils placent le reste en bons du Trésor américains ou le déposent dans les banques des Etats-Unis (et, marginalement, d'autres pays industrialisés). Ils prêtent donc l'argent public du Sud aux puissances du Nord, en particulier au principal pays qui les domine.

En outre, le placement des réserves sous forme de bons du Trésor, américains ou autres, peut s'accompagner... de nouveaux emprunts sur le marché intérieur ou international. Dans tous les cas, la rémunération des réserves placées en bons du Trésor étrangers ou en liquide est inférieure à l'intérêt versé pour emprunter. Une perte d'autant plus considérable que les Etats-Unis remboursent avec un dollar en constante régression ces dernières années.

La détention de réserves importantes en devises engendre un autre mécanisme pervers : la banque centrale des pays concernés remet de la monnaie nationale aux agents économiques qui exportent. Afin d'éviter une augmentation de l'inflation due au surplus de liquidités en circulation, la banque centrale emprunte alors aux banques privées locales – ce qui représente un coût supplémentaire pour le Trésor public (5).

La relative abondance de réserves de change à disposition des gouvernements de la région et l'impasse à laquelle conduit ce type d'utilisation ont apporté de l'eau au moulin du président Chávez, qui, depuis quelques années, proposait la création d'un fonds humanitaire international et, depuis 2006, la création d'une Banque du Sud. En annonçant la naissance de cette institution, l'Argentine et le Venezuela ont franchi le pas en février 2007, bientôt rejoints par la Bolivie, l'Equateur et le Paraguay. Le Brésil, qui a hésité pendant trois mois, a fini par signer la déclaration de Quito du 3 mai, lors d'un sommet des ministres des finances de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de l'Equateur, du Paraguay et du Venezuela. Un sommet réunissant les présidents de ces pays doit se tenir avant la fin du mois de juin et lancer officiellement la Banque du Sud.

Plusieurs options sont encore sur la table, mais un consensus semble se dégager sur plusieurs points. L'organisme financier réunira au moins ces six pays d'Amérique du Sud (la porte étant ouverte aux autres) et aura pour fonction de financer le développement dans la région. Un fonds monétaire de stabilisation serait aussi créé (6). Il existe déjà un Fonds latino-américain de réserve (FLAR), dont font partie cinq pays andins (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela) et un pays d'Amérique centrale, le Costa Rica. Il pourrait être transformé ; si cela s'avérait impossible, un nouveau fonds serait créé. Son but : faire face à des attaques spéculatives et à d'autres chocs externes en mettant en commun une partie des réserves de change des pays membres.

Il s'agit donc de se passer du FMI, mais avec une ambition supplémentaire : mettre en place une unité de compte qui pourrait, un jour, aboutir à une monnaie commune. En clair, créer l'équivalent de l'écu européen avant la naissance de l'euro. Actuellement, les échanges commerciaux entre pays d'Amérique

du Sud se règlent en dollars. Or l'Argentine et le Brésil viennent d'affirmer qu'ils ont l'intention de régler leurs échanges mutuels, d'une valeur annuelle de 15 milliards de dollars, en pesos argentins et en reals brésiliens.

Lors de la réunion de Quito, la délégation de l'Equateur a mis en avant une conception révolutionnaire de la Banque du Sud (et du fonds). L'institution devra fonctionner sur une base démocratique, à l'opposé de la Banque mondiale, du FMI et de la BID. Elle sera un instrument notamment chargé de mettre en application les traités internationaux portant sur les droits humains, sociaux et culturels, alors que la Banque mondiale ne s'estime pas liée par ces traités. La Banque du Sud devra financer des projets publics, alors que les institutions existantes privilégient le secteur privé.

Par ailleurs, si les chefs d'Etat se mettent d'accord, elle devrait être fondée sur le principe « un pays, une voix ». Actuellement, à la Banque mondiale, au FMI et à la BID, le droit de vote des pays dépend de leur apport initial – les Etats-Unis détiennent à eux seuls plus de 15 %, ce qui leur donne un droit de veto de fait. De plus, les dirigeants et les employés de la Banque du Sud relèveraient de la justice, contrairement à ceux de la Banque mondiale, protégés par une immunité totale, qui n'est levée que si celle-ci le veut. Les archives appartiendraient au domaine public (la règle contraire est en vigueur au FMI et à la Banque mondiale). Enfin, le nouvel établissement financier ne s'endetterait pas sur le marché des capitaux. Son capital serait fourni par les pays membres, qui la financeraient par un apport initial, par des prêts, mais aussi par des taxes du type Tobin (7).

Il est encore trop tôt pour connaître le sort réservé à cette proposition. Sans accord, cette nouvelle construction ne représentera pas une solution de rechange pour la région. Les gouvernements brésilien et argentin sont tentés par une banque qui viendrait renforcer leurs grandes entreprises privées ou mixtes, dans le cadre d'un bloc économique et politique construit sur le modèle d'une Union européenne dominée par la logique capitaliste. Mais le débat n'est pas tranché. Et un constat s'impose : en Amérique latine, le FMI et la Banque mondiale ne font plus la loi.

**Damien Millet et Eric Toussaint.**

**Damien Millet**

Président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde ([CADTM](#)) France, auteur de *L'Afrique sans dette* (CADTM/Syllepse, Paris, 2005).

**Eric Toussaint**

Président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde ([CADTM](#)) Belgique, auteur de *La Finance contre les peuples* (CADTM/Syllepse, Paris, 2004).

(1) Lire Maurice Lemoine, « [Une victoire à consolider en Equateur](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2007.

(2) Pour une présentation détaillée du soutien de la Banque mondiale et du FMI aux dictatures, cf. Eric Toussaint, *Banque mondiale, le coup d'Etat permanent*, CADTM-Syllepse, Liège-Paris, 2006.

(3) Banque mondiale, *Global Development Finance*, Washington, DC, 2006.

(4) Lire « [Des créanciers discrets, unis et tout-puissants](#) », *Le Monde diplomatique*, juin 2006.

(5) Banque mondiale, *op. cit.*

(6) L'adhésion du Venezuela à cette proposition n'est pas garantie car, au départ, M. Chávez souhaitait que la Banque du Sud réunisse la fonction de banque de développement et de fonds monétaire de stabilisation.

(7) Cette taxe serait prélevée sur les transactions en devises effectuées dans les six pays.